

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

Département de Maine-et-Loire — Quatrième Circonscription

PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.)

Citoyennes et Citoyens,

Désigné par la **Fédération Socialiste S.F.I.O. de Maine-et-Loire**, je me présente à vos libres suffrages.

Né à Angers, en 1901, d'une famille ouvrière, j'y exerce la profession d'Artisan depuis 1940.

Mon suppléant est **MAINFROID Roland**, ouvrier métallurgiste, Militant Syndicaliste, Membre de la Commission Ouvrière du Parti.

A la lumière des événements de ces dernières années, il apparaît nettement que le Monde Paysan a été berné de la même façon que le monde ouvrier. Beaucoup de promesses, mais des poussières de satisfactions accordées aux uns et aux autres. Depuis 1958, l'Etat, soi-disant « fort », a dépensé des centaines de milliards dans des entreprises inutiles comme la force de frappe et la mise à jour d'une bombe atomique française, alors que les besoins essentiels des populations rurales et ouvrières étaient, volontairement, laissés dans l'oubli. Sur le plan national, la situation est grave. Par l'orgueil démesuré d'un seul homme, qui se veut « providentiel », la France se trouve de plus en plus isolée dans le monde. La politique de grandeur s'est traduite par la mise en sommeil de la construction de l'Europe qui demeure cependant notre plus grande chance de paix et d'audience dans les grandes questions de politique mondiale. Le mépris envers l'O.N.U., traité de « machin » est caractéristique de cette hostilité aveugle envers la plus haute instance internationale qui vient encore, dans la grave crise de Cuba, de démontrer l'importance de son rôle de médiateur en faveur du maintien de la paix mondiale.

La V^e République, qui devait apporter la paix sociale et l'élévation du niveau de vie de tous les citoyens, n'a pas tenu ses engagements, alors qu'elle multipliait les coups contre l'Ecole Laïque et s'employait à faire disparaître les partis (sauf UN !) de la vie politique française.

CITOYENNES ! CITOYENS !

Nous sommes à un tournant peut-être décisif de la vie politique de notre Pays. Sous le couvert de Référendum démocratique, le Pouvoir est en train de passer la camisole de force à la République, celle des Droits de l'Homme et du Citoyen. En réalité, on veut en faire la chose d'un parti et d'un homme en flattant hypocritement le Peuple. En fait, derrière le paravent du mot « République », on installe progressivement le Pouvoir personnel et omnipotent du Président de la République, en faisant plébisciter un homme plus qu'une politique. Napoléon III ne s'y prenait pas autrement ! L'attaque mensongère et systématique contre les partis en est une preuve flagrante. Car il n'y a pas de **République Démocratique** sans partis politiques, sans le libre choix des Citoyennes et des Citoyens dans des formations qui représentent leurs aspirations. Le parti unique, c'est la **dictature du pouvoir personnel** sous des formes diverses et la disparition progressive des libertés publiques. Cela conduit très vite au viol de la Constitution et au régime de l'arbitraire comme nous pouvons déjà nous en rendre compte.

Les partis politiques ont reconnu leurs erreurs passées et c'est être de mauvaise foi de prétendre qu'ils veulent revenir aux méthodes de la IV^e République. Cela est d'autant plus faux que la plupart d'entre eux ont voté la Constitution de la V^e République. Mais, c'est aussi leur droit strict et leur devoir le plus élémentaire d'en exiger le respect. Comme ils exigent le respect de la **Laïcité** de l'Ecole et de l'Etat inscrite en tête de la nouvelle Constitution.

Le programme que nous vous proposons se résume ainsi :

A) POUR NOS INSTITUTIONS :

Le Président de la République sera élu au suffrage universel, le verdict du corps électoral en a ainsi décidé. Il nous faudra instaurer un véritable équilibre des pouvoirs et assurer la stabilité de l'exécutif.

Pour cela, les pouvoirs du Chef de l'Etat devront être restreints. Nous pensons au droit de dissolution et à l'article 16. Il faudra organiser le gouvernement de législature. Cela obligera les partis à se regrouper et à se rénover pour établir un programme d'action à long terme. Nous croyons que les Citoyens ne souhaitent plus retrouver le dilemme posé par le Général : « Moi ou la IV^e ». Ils ne veulent plus de ces jeux de massacre des ministères organisés par les extrêmes et paralysant les institutions. Bon nombre des députés UNR, appartenant jadis au RPF, ont participé activement à ces opérations condamnables et condamnées.

B) POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE :

1^o Revalorisation des salaires et suppression des zones d'abatement.

2^o Développement du Fonds National de Solidarité.

3^o Représentation des organisations ouvrières et paysannes dans tous les organismes à caractère économique et social.

4^o Suppression de toutes franchises dans le régime d'assurance maladie applicable aux exploitants agricoles.

5^o Extension aux artisans et commerçants du régime de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales.

6^o Révision des objectifs insuffisants prévus par le IV^e Plan en matière de logement.

7^o Extension du Fonds National d'Amélioration de l'habitat, en faveur des petits propriétaires.

8^o Lutte contre la spéculation foncière.

9° Défense du commerce et de l'artisanat.

10° Refonte du système fiscal en vue d'obtenir une équitable répartition des impôts.

11° Action en faveur des paysans par l'égalité avec les autres catégories de citoyens ; la sécurité contre les calamités naturelles et l'aide efficace aux jeunes agriculteurs.

12° Action énergique contre l'élévation constante du coût de la vie.

C. — LE PROBLÈME SCOLAIRE.

Partisans depuis longtemps déjà de la Nationalisation de l'Enseignement, les Socialistes, tant au Parlement que dans le Pays, se sont opposés énergiquement au vote des lois anti-laïques.

Ils continuent à penser que dans un monde devenu petit, où les races et les religions se mélangent de plus en plus, la ségrégation scolaire est un non-sens. La démocratisation de l'Enseignement, les besoins de l'économie en techniciens, la justice sociale exigent que les efforts de la Nation soient réservés à l'Ecole Publique ouverte à tous. Dans ces conditions, il ne peut être question, pour les Socialistes angevins, de contribuer à l'élection de représentants qui ont approuvé ces lois scolaires. Les conceptions religieuses et philosophiques constituent une affaire personnelle ; elles doivent pouvoir s'exprimer librement, sans avantages particuliers pour les unes et les autres. La laïcité de l'Ecole et de l'Etat inscrite dans la Constitution apparaît à nos yeux comme une donnée essentielle.

D. — POLITIQUE INTERNATIONALE.

a) Politique européenne :

Organisation de l'Europe intégrée, avec Conseil des Ministres et Parlement Européens. Seule cette politique dans la ligne de l'évolution historique du monde peut placer le vieux continent sur un plan concurrentiel avec les deux Grands : Etats-Unis et U.R.S.S.

b) Pour assurer un monde pacifique, nous préconisons une politique internationale de coopération, de confiance, permettant un désarmement contrôlé des deux grandes puissances qui ont le moyen d'anéantir notre civilisation. La véritable grandeur de notre pays ne peut s'appuyer sur une force de frappe désuète et ruineuse. C'est en favorisant le développement d'autorités supranationales que nous ferons disparaître les frontières et ébranlerons les rideaux de fer. Dans la récente, burlesque et tragique affaire de Cuba où, de part et d'autre, le machiavélisme le dispute à la fanfaronnade, l'O.N.U., en dépit de ses faiblesses, apparaît comme une planche de salut et permet aux deux grands de faire machine arrière sans perdre la face. C'est en contribuant au raffermissement des moyens et du crédit de l'O.N.U. que nous servirons le mieux la cause de la Paix. C'est en œuvrant pour aider les Nations sous-développées à vaincre le cercle vicieux de la faim (pensons que 3 hommes sur 4 sont sous-alimentés), que nous contribuerons à l'unification scientifique et technique du monde. C'est le seul moyen de nous protéger de la menace d'auto-destruction que font peser sur nous les apprentis sorciers qui nous entourent.

Pour la réalisation de ce programme, avec tous les Républicains, avec tous les Laïques, votez pour les candidats du **Parti Socialiste S.F.I.O.** Vous exprimerez ainsi votre volonté de vous opposer au Pouvoir Personnel, à tous les fanatismes et aux dangers de guerre.

L'heure du choix est arrivée.

Entre le candidat U.F.F., représentant authentique des hommes du putsch d'Alger, de ceux qui ont renversé la IV^e République, allié avoué des assassins de l'O.A.S. ; du candidat Indépendant, qui souhaite le maintien d'un régime de réaction sociale, ou celui qui, refusant toute étiquette politique et de prendre franchement position sur la Laïcité, espère, dans l'équivoque, recueillir des voix de droite et de gauche ; ou du candidat U.N.R., porte-parole des « Inconditionnés » au pouvoir personnel ; ou encore du candidat Communiste, dont les conceptions totalitaires ne s'accorderont jamais avec la liberté chère aux Français, et le respect de la personne humaine.

VOUS VOTEREZ POUR LE CANDIDAT SOCIALISTE.

LE SEUL CANDIDAT S'AFFIRMANT LAIQUE, PARTISAN DES LIBERTES INDIVIDUELLES ET REPUBLICAIN PROGRESSISTE.

CITOYENNES ! CITOYENS !

L'heure n'est pas à l'abdication ! Nos pères ne se sont pas battus pour en arriver là !

CANDIDAT :

GOHARD Henri

Artisan

Responsable des Cercles d'Etudes Jean-Jaurès
de la Fédération Socialiste S.F.I.O. de Maine-et-Loire

REMPLAÇANT EVENTUEL :

MAINFROID Roland

Ouvrier Métallurgiste

Militant Syndicaliste

Membre de la Commission Ouvrière du Parti